



La conférence introductive de M. BENOIT nous a rappelé le cadre à poser pour faire vivre l'école inclusive. Même si cela nous bouscule, notamment dans le rappel de la nécessaire désinstitutionnalisation sur laquelle nous pourrions largement converser durant une nouvelle journée, il faut également retenir que l'école doit, selon lui, se transformer en profondeur. Si tous les textes concernant le médico-social nous y incitent très fortement, est-ce réellement le cas pour notre école ?

Des freins administratifs demeurent, avec le principe de l'école de référence qui vit de façon aléatoire d'un dispositif à l'autre, les enfants d'UEMA pouvant y prétendre quand les enfants et adolescents d'UEE n'y ont pas le droit. A quand une inscription pour tous dans la base élève de l'éducation nationale ? A quand le droit aux transports scolaires pour tous ?

La relocalisation progressive des unités d'enseignement des ESMS est également à évaluer, notamment si les écoles, collèges ou lycées sont choisis sans la participation des équipes du médico-social, comme peuvent le laisser à penser les derniers appels à projet. On peut déjà retenir que la recherche de Clara SALESSES sera à suivre dans les prochaines années pour nos adhérents et notre association.

Nous devons également nous poser la question du recours à l'autodétermination pour les élèves vivant avec un handicap. Devrait-il aller au-delà de ce qui se pratique à ce jour pour les élèves sans besoin particulier ? Ceci serait à creuser à notre sens, notamment concernant l'orientation qui reste une pratique largement partagée par les deux secteurs (vers l'ULIS, vers le SESSAD...) quand bien même M. BENOIT nous disait qu'il fallait la bannir...

Tout ceci ne doit pas non plus nous faire oublier les freins administratifs qui persistent. Quid du manque de places en territoire ? Quid de réponses saupoudrées par secteur pour les nouveaux dispositifs qui se créent alors que les besoins paraissent énormes ? Comment articuler ces modèles souples avec des cadres tarifaires qui deviennent de plus en plus obsolètes ?

Sans recourir à l'expression « la mouche du coche », il nous semble que notre bouquet final aurait pu être la réflexion partagée avec l'éducation nationale. Pour l'heure, nous avons pu compter avec la présence de quelques enseignants dans la salle, mais nous espérons pouvoir faire mieux et plus la prochaine fois pour que nos deux secteurs fassent ensemble sur chacun de nos territoires et qu'on puisse en avoir un retour d'expérience à deux voix. Nos prochains rendez-vous continueront de viser cet objectif.

Fabien ROGER  
Président